

BDO PARIS

ERNST & YOUNG et Autres

Ada

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

BDO PARIS

43-47, avenue de la Grande Armée
75116 Paris

S.A.S. au capital de € 3 000 000
480 131 R.C.S. Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Ada

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires de la société Ada,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Ada relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 2.4 « Immobilisations financières » de l'annexe des comptes annuels expose les règles et les méthodes comptables relatives à la dépréciation des titres de participations. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies en annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris-La Défense, le 27 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

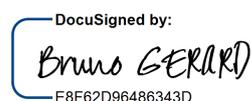
BDO PARIS

ERNST & YOUNG et Autres

DocuSigned by:

8A0E9091E23D472...

Eric Picarle

DocuSigned by:

E8F62D96486343D...

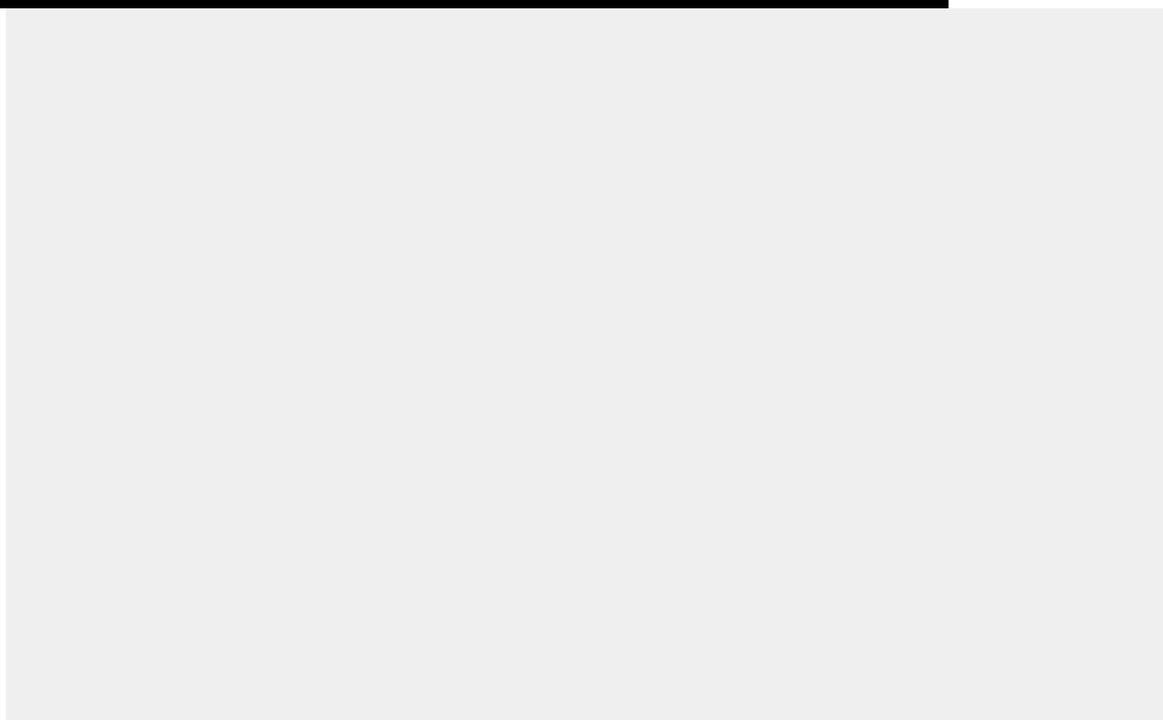
Bruno Gérard

A D A

22/28 RUE HENRI BARBUSSE

92110 CLICHY

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Bilan et compte de résultat

Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
Compte de résultat	5
Compte de résultat (suite)	6

Annexe

Règles et méthodes comptables	8
-------------------------------	---

Informations sur bilan et compte de résultat

Etat de l'actif immobilisé	12
Etat des amortissements	13
Etat des provisions et dépréciations	14
Etat des échéances des créances et des dettes	15
Charges à payer et produits à recevoir	16
Charges et produits constatés d'avance	17
Composition du capital social	18
Variation des capitaux propres	19
Ventilation du chiffre d'affaires	20
Charges et produits exceptionnels	21
Charges et produits financiers	22
Impôts	23

Engagements financiers et autres informations

Effectif moyen	25
Engagements donnés et reçus	26
FILIALES ET PARTICIPATIONS	27
Informations complémentaires	28

BILAN
ET
COMPTE DE RESULTAT

Bilan Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	8 757 574	5 753 244	3 004 330	2 424 721
Fonds commercial	11 154 661		11 154 661	9 908 802
Autres immobilisations incorporelles	1 861 958		1 861 958	2 118 074
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	2 030 839	1 059 457	971 382	1 052 912
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	27 418 396	6 715 745	20 702 651	22 011 152
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	45 309		45 309	45 393
Autres immobilisations financières	524 819		524 819	453 081
ACTIF IMMOBILISE	51 793 556	13 528 445	38 265 110	38 014 134
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	121 131		121 131	277 362
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				1 069
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	32 156 103	7 960 186	24 195 917	17 679 474
Autres créances	31 628 870	2 030 959	29 597 912	33 053 268
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	578 191		578 191	217 282
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	39 585		39 585	94 176
ACTIF CIRCULANT	64 523 881	9 991 145	54 532 736	51 322 631
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	116 317 436	23 519 590	92 797 847	89 336 765

Bilan Passif

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 4 442 402)	4 442 402	4 442 402
Primes d'émission, de fusion, d'apport	12 127 116	12 127 116
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	444 240	444 240
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	6 538	6 538
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	20 436 229	17 812 924
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-1 896 659	2 623 305
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	35 559 865	37 456 525
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	10 000	10 000
Provisions pour charges	2 332 417	386 122
PROVISIONS	2 342 417	396 122
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 622 786	1 917 717
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 915 226	74 697
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 094 957	3 143 335
Dettes fiscales et sociales	6 254 738	4 607 667
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	32 714 788	39 885 604
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	293 070	1 855 097
DETTES	54 895 564	51 484 118
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	92 797 847	89 336 765

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	50 321 211	48 638	50 369 849	42 318 472
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	50 321 211	48 638	50 369 849	42 318 472
Production stockée			231 668	215 387
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			3 363 819	2 219 887
Autres produits			190 380	69 966
PRODUITS D'EXPLOITATION			54 155 716	44 823 712
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			108 989	87 810
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			18	39 581
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			156 231	-124 595
Autres achats et charges externes			48 811 520	40 637 885
Impôts, taxes et versements assimilés			184 846	176 947
Salaires et traitements			3 019 365	2 677 537
Charges sociales			1 375 006	1 136 416
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 376 142	1 108 712
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 150 997	2 852 973
Dotations aux provisions			1 946 295	
Autres charges			295 531	1 297 220
CHARGES D'EXPLOITATION			61 424 941	49 890 487
RESULTAT D'EXPLOITATION			-7 269 225	-5 066 775
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			3 276 710	4 580 501
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			237 350	281 059
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				1 549 757
Différences positives de change				20
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			3 514 060	6 411 336
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			4 741 221	131
Intérêts et charges assimilées			73 839	71 616
Différences négatives de change				219
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			4 815 060	71 966
RESULTAT FINANCIER			-1 301 000	6 339 370
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-8 570 225	1 272 595

Compte de résultat (suite)

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 605 314	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	941 000	1 811 757
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		128 707
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 546 314	1 940 464
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	386 902	66 585
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	899 951	1 406 494
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 286 854	1 473 078
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4 259 460	467 386
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-2 414 105	-883 324
TOTAL DES PRODUITS	63 216 090	53 175 512
TOTAL DES CHARGES	65 112 749	50 552 207
BENEFICE OU PERTE	-1 896 659	2 623 305

ANNEXE

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 30 mars 2022.

L'exercice a une durée de 12 mois.

1. Faits caractéristiques de l'exercice

Le début de l'année 2021 est marqué lui aussi par la crise sanitaire, la loi n°2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1er juin 2021.

La société ADA a continué à restructurer son réseau, portant ainsi le nombre d'agence à 284.

Outre les changements d'estimations mentionnés au § 2.1 ci dessous, le groupe a également souhaité en 2021 modifier certaines pratiques de gestion afin de mieux formaliser la traduction dans les comptes des engagements pris à l'égard d'une partie du réseau. Les impacts liés à l'ensemble de ces changements s'élèvent à -6,3M€ avant impôt, soit -4,6M€ après impôt.

Groupe Rousselet, actionnaire majoritaire de ADA a consenti, lors de son Comité d'Administration du 21 décembre 2021, un abandon de créance au profit de ADA afin de compenser totalement l'effet de ces décisions, de telle sorte que le résultat de ADA pour 2021 n'en soit pas impacté. Le Conseil d'Administration de ADA, lors de sa réunion du 21 décembre 2021, a approuvé ces changements et accepté le bénéfice de l'abandon de créance. En contrepartie, ADA s'est engagé à procéder avant le 21 décembre 2023 à une augmentation de capital réservée à Groupe Rousselet d'un montant au moins égal à celui de l'abandon de créance consenti.

2. Principes, règles et méthodes comptables

Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions du Code de commerce (articles L 123-12 à L 123-28) et du règlement n° 2018-07 du 10 décembre 2018 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général modifié.

Le code de commerce (article L.123-12) et le Règlement ANC n°2014-03 (ci-après le PCG – Plan Comptable Général mis à jour par le Règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016) (article 112-1) précisent que les comptes annuels comportent le bilan, le compte de résultat et l'annexe, qui forment un tout indissociable.

2.1 Changement d'estimation comptable

Le groupe a procédé sur l'exercice 2021 à un changement d'estimation comptable dans les comptes de ADA SA : une partie des protocoles auparavant dépréciée à 25% est depuis 2021 dépréciée à 75%. L'impact de ce changement d'estimation portant sur la provision pour dépréciation des créances s'élève à -3,1M€.

2.2 Immobilisations incorporelles

Les logiciels et les droits à licences informatiques sont amortis sur une durée d'un à dix ans en linéaire selon le type de logiciels et de licences.

Les travaux de recherche sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Par ailleurs, la société a opté pour la comptabilisation en charges des coûts de développement ainsi que des coûts de production et de dépôts de brevets.

Il y a 83 fonds de commerce détenus par la société ADA au 31 décembre 2021, pour un montant total de 10 972 661 €. En application des dispositions de l'article 2143 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis.

Les fonds de commerces, inscrits dans les comptes sociaux, ont fait l'objet d'un test de dépréciation annuel

indépendants.

La méthode utilisée a été la suivante :

- Méthode de Gordon & Shapiro avec une actualisation à l'infini des flux de redevances pour les fonds de commerce en location-gérance.

Le test de dépréciation effectué au cours de l'exercice n'a pas permis d'identifier de perte de valeur, survenu depuis le 31 décembre 2020.

2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, soit le prix d'achat diminué des éventuels rabais, remises, ristournes et escomptes de règlement, et complété des frais accessoires, hors droits de mutation, honoraires et frais d'actes pour lesquels la société a opté pour une comptabilisation directement en charge.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée attendue d'utilisation, principalement selon le mode linéaire.

Les principales durées d'amortissement sont :

- Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 5 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles : 2 à 10 ans

2.4 Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participations correspond à leur prix d'achat ou leur valeur d'apport, hors frais accessoires, la société ayant opté pour la comptabilisation immédiate en charges des droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de titres immobilisés et de titres de placement.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation, égale au montant de la différence, est comptabilisée.

La valeur d'inventaire s'apprécie, selon le cas, au regard de la situation nette de la société ou du sous-groupe détenu, ou sur la base des perspectives de rentabilité et de la trésorerie nette positive ou négative des filiales concernées.

Le cas échéant, les créances rattachées font l'objet d'une dépréciation.

Enfin, une provision pour risques peut être constituée si nécessaire pour couvrir la quote-part de la société dans les capitaux propres négatifs des participations concernées.

2.5 Stocks de matières premières et autres approvisionnements

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré et premier sorti.

Le cas échéant, les stocks font l'objet d'une provision pour dépréciation pour ramener la valeur comptable à la valeur probable de réalisation.

2.6 Créances clients

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les créances dont le recouvrement est douteux ou litigieux font l'objet d'une provision pour dépréciation calculée selon la méthode suivante :

- Les créances des franchisés sont provisionnées de manière statistique conformément aux règles définies par le groupe. Les créances de plus de 6 mois, 1 an et 1 an et demi sont provisionnées respectivement à hauteur de 25%, 50% et 100%.
- Les protocoles signés avec les franchisés sont provisionnés à 25% ou 75%, selon le risque estimé.
- Les créances douteuses sont provisionnées à 100%.
- Une dépréciation complémentaire est effectuée au cas par cas à la clôture.

2.7 Trésorerie disponible

La trésorerie disponible de la société comprend les disponibilités, ainsi que les découverts.

2.8 Chiffre d'affaires

Les redevances sont facturées mensuellement sur la base du contrat de franchise.

Les droits d'entrée sont perçus à la signature du protocole et du contrat de franchise.

La reconnaissance du chiffre d'affaires relatif aux prestations du franchiseur se fait au moment de la réalisation des prestations.

2.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges couvrent notamment :

- les risques encourus dans des contentieux opposant la société à des tiers. Il n'est pas fourni d'indication sur les montants individuels, cette information pouvant être de nature à causer un préjudice à la société,
- Les situations nettes négatives des filiales (cf § 2.3).

2.10 Engagements en matière de retraite

Les indemnités de départ en retraite accordées au personnel de la société ne sont pas provisionnées mais comptabilisées en charges lors de l'exercice au cours duquel elles sont versées.

L'évaluation des engagements d'indemnités de départ à la retraite est réalisée par référence à la norme IAS 19 en tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel et du taux d'augmentation des salaires. Le montant de cet engagement figure en annexe.

**INFORMATION BILAN
ET COMPTE DE RESULTAT**

Etat de l'actif immobilisé

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 206 199		3 626 047
Dont composants			
Installations générales, agenc., aménag.	1 716 450		36 837
Matériel de transport	30 625		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	202 826		101 033
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 949 901		137 870
Autres participations	23 985 676		3 432 720
Prêts et autres immobilisations financières	498 474		98 993
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	24 484 150		3 531 713
TOTAL GENERAL	45 640 250		7 295 630

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	20 102	1 037 952	21 774 192	
Installations générales, agencements divers	-20 102	41 326	1 732 063	
Matériel de transport		23 125	7 500	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		12 583	291 276	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-20 102	77 034	2 030 839	
Autres participations			27 418 396	
Prêts et autres immobilisations financières		27 339	570 128	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		27 339	27 988 524	
TOTAL GENERAL		1 142 325	51 793 556	

Etat des amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	4 754 603	1 184 546	185 905	5 753 244
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 754 603	1 184 546	185 905	5 753 244
Installations générales, agenc. et aménag. divers	737 963	153 118	16 500	874 580
Matériel de transport	3 621	2 866	3 649	2 838
Matériel de bureau et informatique, mobilier	155 405	35 612	8 979	182 039
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	896 989	191 596	29 128	1 059 457
TOTAL GENERAL	5 651 592	1 376 142	215 034	6 812 701

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Construct.							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice

Etat des provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour impôts	386 122			386 122
Autres provisions pour risques et charges	10 000	1 946 295		1 956 295
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	396 122	1 946 295		2 342 417
Dépréciations titres de participation	1 974 524	4 741 221		6 715 745
Dépréciations comptes clients	4 250 288	3 847 747	137 849	7 960 186
Autres dépréciations	4 945 457	303 249	3 217 748	2 030 959
DEPRECIATIONS	11 170 269	8 892 217	3 355 597	16 706 889
TOTAL GENERAL	11 566 391	10 838 512	3 355 597	19 049 306
Dotations et reprises d'exploitation		6 097 292	3 355 597	
Dotations et reprises financières		4 741 221		

Etat des échéances des créances et des dettes

CREANCES	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Clients douteux ou litigieux	1 887 465	1 887 465	
Autres créances clients	30 268 638	30 268 638	
Personnel et comptes rattachés	19 687	19 687	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	50 829	50 829	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	561 153	561 153	
Etat, autres collectivités : taxe sur valeur ajoutée	2 246 360	2 246 360	
Groupe et associés	20 641 073	20 641 073	
Débiteurs divers	8 109 769	8 109 769	
Charges constatées d'avance	39 585	39 585	
GENERAL	63 824 559	63 824 559	-

DETTES	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, -5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	23 996	23 996		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	6 598 789	3 969 867	2 628 922	
Fournisseurs et comptes rattachés	7 094 957	7 094 957		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 915 226	1 915 226		
Personnel et comptes rattachés	473 208	473 208		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	479 668	479 668		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	5 216 593	5 216 593		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	85268	85 268		
Groupe et associés	32 397 242	32 397 242		
Autres dettes	317 546	317 546		
Produits constatés d'avance	293 070	293 070		
GENERAL	54 895 563	52 266 641	2 628 922	-

Détail des charges à payer

Exprimé en K €

Rubriques	Total 31/12/2021
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 715
Dettes sociales	694
Dettes fiscales	65
TOTAL	7 480

Détail des produits à recevoir

Exprimé en K €

Rubriques	Total 31/12/2021
Créances clients et comptes rattachés	7 664
Autres créances	8 042
Organismes sociaux pdt à recevoir	51
TOTAL	15 757

Détail des charges constatées d'avance

Exprimé en K €

Rubriques	Total 31/12/2021
Maintenance	1
Honoraires	37
Documentation	1
Frais bancaires	1
TOTAL	40

Détail des produits constatés d'avance

Exprimé en K €

Rubriques	Total 31/12/2021
Intérêts sur protocoles	293
TOTAL	293

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 922 633			1,52

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		37 456 525	
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		37 456 525	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Résultat de l'exercice			-1 896 659
	SOLDE	1 896 659	
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			35 559 866

Ventilation du chiffre d'affaires

Exprimé en K €

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
Redevances contrat de franchise	4 691	49	4 740	3 898	21,60 %
Droit entrée / zone de priorité	2 403		2 403	3 837	-37,36 %
Prestations rendues au groupe	3 534		3 534	2 488	42,06 %
Ventes diverses	1 362		1 362	1 020	33,53 %
Location véhicules internet	11 550		11 550	9 948	16,10 %
Location véhicules comptes centralisés	26 434		26 434	20 760	27,33 %
Produits de location gérance	347		347	368	-5,81 %
TOTAL	50 321	49	50 370	42 318	19,03 %

Charges et produits exceptionnels

Exprimé en K €

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Pénalités et amendes fiscales	38	6712
VNC des immobilisations incorporelles cédées	852	6751
VNC des immobilisations corporelles cédées	48	6752
Autres charges exceptionnelles s/opérations de gestion	3	6718
Charges exceptionnelles diverses	346	6788
TOTAL	1 287	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Pdts cessions immobilisations incorporelles	913	7751
Pdts cessions immobilisations corporelles	28	7752
Autres produits exceptionnels	5	778
Abandon de créances (cf note 1- faits caractéristiques de l'exercice)	4 600	7888
TOTAL	5 546	

Charges et produits financiers

Exprimé en K €

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Intérêts sur emprunt	25	661110300
Intérêts des comptes courants	49	661880000
Dotations financières aux provisions	4741	686600000
TOTAL	4 815	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Revenu des titres de participation	3 172	761100000
Intérêt des comptes courants	105	761880000
Autres produits financiers	137	768200000
Produit des crédits-vendeurs	100	768300000
TOTAL	3 514	

Impôt

La société ADA et ses filiales ont opté pour le régime d'intégration.

L'impôt comptabilisé s'analyse comme suit :

Exprimé en K €

	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net
Résultat courant	-8 570	-4 800	-3 770
Résultat exceptionnel	4 260	2 386	1 874
TOTAL	-4 310	-2 414	-1 896

Les accroissements et allègements de la dette future d'impôt s'analysent comme suit :

Exprimé en K €

Eléments à imputer	Au 31.12.2020		Variation		Au 31.12.2021	
	Base Actif (Passif)	Impôt Actif (Passif)	Base Actif (Passif)	Impôt Actif (Passif)	Base Actif (Passif)	Impôt Actif (Passif)
Organic	26	7	7	1	33	8
Effort construction			13	3	13	3
Autres	0	0	0	0	0	0
TOTAL ACCROISSEMENTS FUTURS	26	7	20	5	46	12
Déficits reportables	17 982	5 496	10 114	2 612	28 096	8 109
Autres			0	0		
TOTAL ALLEGEMENTS FUTURS	17 982	5 496	10 114	2 612	28 096	8 109

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	30	
Agents de maîtrise et techniciens	16	
Employés	3	
TOTAL	49	

Engagements donnés et engagements reçus**Engagements donnés**

Cautions

Exprimé en K €

Receveur	Motif	Montant
CCIT BASTIA	Occupation temporaire de domaine	88
TRESOR PUBLIC	Cautions	13
TOTAL FRANCE	Garantie de paiement	7
TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION	Garantie de paiement	5
TOTAL		113

Une garantie à première demande émise par la société ADA au profit de BPCE LEASE prend la forme d'un engagement par ADA de rachat auprès de cette société des véhicules NISSAN. Cette garantie est limitée à la somme de 3.500.000 euros hors taxes pour l'exercice 2021. Elle a été autorisée par le conseil d'administration du 27 Juillet 2021.

Engagements de retraite

L'appréciation d'indemnité de fin de carrière applicable en France est de 167 K€.

Les hypothèses retenues pour le calcul de cet engagement sont les suivantes :

1. Taux d'actualisation de 1,49%
2. Taux d'augmentation des salaires de 1%
3. Taux de rotation de 10%

Engagement de procéder à une augmentation de capital réservé à Groupe Rousselet

En contrepartie de l'abandon de créance dont a bénéficié Ada en 2021, Ada s'est engagé à procéder avant le 21 décembre 2023 à une augmentation de capital réservé à Groupe Rousselet d'un montant au moins égal à celui de l'abandon de créance consenti.

Filiales et participations

Exprimé en €

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
EDA 22 rue Henri Barbusse 92110 CLICHY	147 000 17 689 166	99,94	19 561 821 19 561 821		42 224 405 6 135 637
ADA SERVICES 22 rue Henri Barbusse 92110 CLICHY	358 000 (63 877)	100,	3 508 000 39		1 760 960 (1 613 634)
POINT LOC 22 rue Henri Barbusse 92110 CLICHY	200 000 682 415	100,	3 432 720 678 629		3 917 724 481 659
MOOVENDI 22 rue Henri Barbusse 92110 CLICHY	250 000 132 265	100,	878 110 434 866		2 597 062 (142 735)
TRANSPORT ADA 22 rue Henri Barbusse 92110 CLICHY	7 500 6 074	100,	7 500 6 074		(145)
ADA EXPRESS 22 rue Henri Barbusse 92110 CLICHY	7 500 (1 972 021)	100,	7 500		1 212 428 (236 812)
ADA DEVELOPPEMENT 22 rue Henri Barbusse 92110 CLICHY	7 500 5 922	100,	7 500 5 977		(384)
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
AUTRES PARTICIPATIONS					
VEHITEL			15 245 15 245		

Rémunération des organes d'administration et de direction

Aucune rémunération n'est versée aux membres du Conseil d'Administration.

L'information concernant les rémunérations allouées aux organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait à donner une information individuelle.

Consolidation

La société appartient au périmètre de consolidation de la société Groupe Rousselet, 22-28 rue Henri Barbusse, 92110 Clichy.

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés aux commissaires aux comptes ne sont pas mentionnés ici car ils sont mentionnés en annexe des comptes consolidés.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Intégration fiscale

La société ADA a opté, depuis le 01 janvier 2001, pour le régime fiscal de groupe. Les sociétés intégrées sont ADA, EDA, ADA Courtage, ADA Services, Point Loc, Moovendi, ADA Express, Transport ADA, Moovin et ADA Développement.

La société ADA est la seule redevable de l'impôt sur les sociétés pour le groupe et elle comptabilise l'impôt du groupe et reconnaît les éventuelles économies d'impôt constatées par le groupe. Dans le cas où la société ADA était imposée séparément, elle n'aurait pas payé d'impôt au titre de l'année 2021.